

Regard sociopolitique sur la consommation alimentaire des ménages à long terme en Algérie 1962-2018

Bachir Dahmani¹

La présence française sur le territoire algérien a perduré 132 ans. Les graves incidents qui ont suivi sa visite du 9 au 14 décembre 1960 ont convaincu le général de Gaulle que l'autodétermination de cette colonie française était indispensable et inéluctable. Les responsables du FLN² qui ont déclenché la guerre le 1^{er} novembre 1954 entament des négociations avec l'Etat français pour acquérir l'indépendance du pays. Les accords d'Evian³ sont entérinés courant mars 1962. Le 3 juillet 1962, la France reconnaît officiellement l'indépendance de l'Algérie.

L'économie algérienne est totalement désorientée et déséquilibrée au lendemain de l'indépendance après le départ des agriculteurs, ingénieurs et spécialistes dans plusieurs domaines. Elle subit durement les contrecoups d'une guerre longue et de la politique de « terre brûlée » menée par l'OAS. Face à cette anarchie dans les secteurs socio-économiques, administratifs et autres, l'Algérie est à nouveau paralysée par une autre guerre, une guerre interne, la guerre des clans.

Un système politique sclérosé et répressif à tous les niveaux se met en place dès le début de l'indépendance. Ahmed Ben Bella⁴ est désigné président du Conseil, Houari Boumediene⁵ est nommé premier vice-président du Conseil. L'armée algérienne, très jeune et inexpérimentée, est composée dans sa grande majorité de déserteurs de l'armée française, qui sont devenus aujourd'hui généraux. Elle s'impose dans l'arbitrage pour le pouvoir.

Ait Ahmed⁶ se rebelle en Kabylie. Mohamed Boudiaf⁷ est condamné à l'exil au Maroc, Karim Belkacem⁸ s'oppose à Ben Bella et s'installe à Tizi Ouzou pour organiser la résistance. Très vite dépassé par les événements, il quitte la vie politique après avoir été accusé d'avoir organisé un attentat contre Boumediene, qui prend le pouvoir en déposant le président Ben Bella en 1965. Karim Belkacem s'installe en France puis en Allemagne. Il est assassiné à Francfort le 18 octobre 1970 par la sécurité militaire algérienne.

Ces événements aboutissent à l'appauvrissement et au déplacement vers les villes des populations rurales en quête d'emploi stable pour subvenir à leurs besoins. L'Algérie semble très menacée : plus de 40% de la population vit dans la précarité et la misère.

Juste après l'indépendance, l'Algérie comptait entre 11 et 12 millions d'habitants. Selon les statistiques de janvier 2018⁹, la population algérienne a atteint 42 millions

d'habitants pour une superficie de 2, 382 millions de km². Le pays a connu une croissance démographique sans précédent qui a bouleversé ses contours. Cette augmentation de la population, qui devrait atteindre 63 millions en 2050 et 90 millions en 2100¹⁰, constituera un véritable casse-tête et un défi de taille tant sur le plan de la sécurité alimentaire que nutritionnelle en Afrique du Nord et à quelques kilomètres de l'Europe qui craint un exode massif de sa population en cas d'instabilité politique ou économique grave comme ce fut le cas durant la décennie noire entre 1990 et 1999. En réalité, tous les pays arabes sont entrés en transition démographique dès les années 1950. Cette évolution démographique, très mal gérée et très mal répartie faute de moyens, a des répercussions très négatives sur le marché du travail et sur l'alimentation.

La sécurité alimentaire est devenue une préoccupation constante des responsables politiques juste après l'indépendance et elle n'a pu être assurée qu'avec l'aide d'un certain nombre de pays développés. L'Algérie est en effet très dépendante des importations alimentaires. Pour se nourrir, elle dépend intégralement de l'étranger, malgré ses richesses abondantes, le pétrole et le gaz notamment. En 2013, par exemple, les importations alimentaires ont atteint près de 10 mds Us. L'Etat algérien n'a pas réussi à redresser cette situation depuis des décennies. D'après une récente recherche de deux économistes algériens, Zoheir Tafer et Soraya Mokdad, trois calories consommées sur quatre proviennent de l'extérieur¹¹. Alors la question qui mérite d'être posée est la suivante : pourquoi la population algérienne reste-t-elle encore dépendante de l'étranger sur le plan nutritionnel ?

Les raisons sont multiples :

Les responsables politiques de l'ère Boumediene, influencés par le nationalisme arabe et la doctrine nassérienne, ont opté pour une voie socialiste de développement, celle de la nationalisation des terres agricoles. Boumediene a lancé le projet d'une révolution agraire qui n'a pas atteint ses objectifs. Pour faire face à des pénuries multiples et pour pallier la diminution progressive de la ration alimentaire de la population, le gouvernement s'est acheminé vers l'importation de produits alimentaires subventionnés. Mais la politique des prix subventionnés grâce à la rente pétrolière a coûté très cher au budget de l'Etat.

Cela eut pour effet d'accroître la dépendance au niveau mondial. On achetait le sucre, par exemple, à trois dollars pour le revendre ensuite à un dollar et la même méthode a été appliquée pour le blé, les céréales et les produits laitiers. Ces subventions furent acceptables

tant que les recettes des hydrocarbures le permettaient. Cette politique a permis aussi à une certaine classe dirigeante de s'enrichir et de consolider sa place au sommet de l'Etat, au moment où le prix du pétrole était très élevé. Il s'agit du parti unique au pouvoir depuis l'indépendance, le FLN.

Ensuite, la priorité a été donnée aux industries lourdes. Par conséquent, la population rurale a continué à diminuer dans un contexte politique très mal défini et bloqué par l'absence de structures démocratiques. Aucun projet de société n'a été mis en place.

Une économie agricole fermée aux exportations : toute la production agricole et alimentaire produite est consommée localement. L'Etat aurait dû investir dans l'agriculture en déployant de nouvelles techniques, de nouvelles méthodes d'irrigation et d'autres technologies. Mais la nationalisation des terres a fortement découragé les agriculteurs algériens et ne leur a pas laissé d'autonomie pour cultiver leurs terres comme ils l'entendaient.

La crise économique et sociale explique également cette dépendance. Cette politique a connu ses limites suite à l'effondrement des cours des hydrocarbures en 1986. L'Etat algérien eut beaucoup de difficultés pour subventionner les produits alimentaires. Cette chute brutale, ajoutée à la situation économique critique eut pour conséquence des soulèvements contre les autorités. Une forte rancœur se faisait sentir contre le pouvoir. La population a remarqué l'enrichissement d'une minorité proche du pouvoir, qui a profité des ventes des domaines de l'Etat à des prix dérisoires, des immeubles, des entreprises et autres.

Dans la nuit du 4 au 5 octobre 1988, les jeunes de 17 et 18 ans découvrirent dans les quartiers résidentiels tels que Ben Aknoun, Hydra et El Biar des épluchures de bananes, kiwis, noix, pistaches et autres produits en provenance de France. Ceci a envenimé la situation et conduit aux émeutes dans les quartiers populaires et même en dehors de la capitale algérienne. Ces événements n'étaient affiliés à aucune mouvance partisane ou politique. Ces jeunes souhaitaient tout simplement une vie décente et digne. C'est le contexte économique et social déplorable qui les a poussés à descendre dans les rues.

Le jour même où la répression des émeutiers est la plus violente, le président algérien Chadli Benjedid annonce une série de réformes afin de répondre aux revendications des manifestants. La seule véritable annonce est la baisse du prix des produits alimentaires pour

calmer la colère et le mécontentement de la population très remontée contre le régime. Quelques mois plus tard, il annonce l'instauration d'une nouvelle constitution le 23 février 1989. Cette constitution marque une nouvelle ère dans l'histoire de l'Algérie indépendante. Elle reconnaît officiellement le multipartisme et la liberté d'expression.

Cette nouvelle politique va avoir pour effet la résurgence de deux anciens opposants au FLN, aux commandes depuis l'indépendance : le FIS (Front Islamique du Salut) et le RCD (Rassemblement pour la Culture et Démocratie). Le FIS se positionne en tant que protecteur des plus démunis : il leur distribue des couffins composés de denrées alimentaires, telles que l'huile, le sucre, la farine, les tomates, le blé et diverses autres céréales, afin d'élargir sa base électorale en vue d'une éventuelle élection. La population algérienne, fortement attirée par la générosité des politiques du FIS, vote massivement pour lui, en faisant même le premier parti aux élections municipales et législatives-

L'armée algérienne est contrainte d'annuler le processus démocratique et pousse le président à la démission. Suite à cette décision irréfragable des décisionnaires de cette époque, le pays est plongé désormais dans un avenir sans issue. La guerre civile éclate. L'arrivée au pouvoir de Mohamed Boudiaf en provenance de son exil du Maroc va à l'encontre des intérêts de la mafia politico-financière. Boudiaf opte pour l'économie de marché, l'Algérie est inondée par les fruits et les matières alimentaires premières qu'elle n'a jamais vues auparavant. Ce positionnement coûte cher à l'Etat. Boudiaf dérange beaucoup et jure de s'attaquer à la corruption. Six mois après, il est assassiné à Annaba, ce qui plonge l'Algérie dans une guerre civile sans précédent de 1990 à 1999, jusqu'à l'arrivée du président Bouteflika¹².

En 2001, l'économie algérienne est relancée par la remontée du cours des hydrocarbures sur le marché international¹³. La situation alimentaire et nutritionnelle s'améliore grandement, en volume et en qualité. Les conditions de vie des Algériens s'améliorent de plus en plus. Plusieurs projets sont entrepris par l'Etat: la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, tant et si bien que l'espérance de vie grimpe de 67 ans en 2000 à 77 ans en 2015.

Le système agricole bénéficie de nouvelles structures modernes bien adaptées, la répartition de l'eau connaît une évolution très significative. On passe de 350 000 ha de terres irriguées en 2000 à 928 955 en 2008¹⁴. Si la ration alimentaire par tête d'habitant est

multipliée et devient suffisante, elle reste malheureusement déséquilibrée, et ce déséquilibre conduit à l'émergence et à la hausse de maladies chroniques (de longue durée), telles que le diabète, l'hypertension artérielle et d'autres maladies cardio-vasculaires. Par conséquent, les hôpitaux publics et le secteur de la santé en général, souffrent du manque de moyens financiers, (infrastructures, commodités, médicaments ...) et ne sont pas toujours à la hauteur des exigences.

Des dispositifs très efficaces sont mis en place par les gouvernements successifs afin de lutter contre la pauvreté, en aidant les catégories et les ménages à faibles revenus. Ces aides sont multiples : aide alimentaire durant le mois de Ramadhan aux plus nécessiteux (couffins composés de matières premières) ; cantines scolaires pour les enfants issus de foyers au revenu modeste ; prix symbolique du repas universitaire ; gratuité des repas pour les malades durant leur hospitalisation (hôpital public).

Malgré les efforts déployés par l'Etat pour assurer une bonne répartition alimentaire à la majeure partie de la population, la pauvreté persiste pour les ménages aux revenus les plus faibles. Ceux-là ne mangent de la viande qu'une seule fois par an, le jour du sacrifice de l'Aïd el-Kébir. Dans la région de la Mitidja, notamment la région de Chlef où le commerce des orangers est très répandu, des ouvriers qui travaillent dans les champs, se font un jour surprendre par le patron des orangers en train de manger de la viande de sanglier. Surpris de leur acte, il leur a dit : « Mais comment avez-vous pu entraver les lois islamiques, vous savez pertinemment que la religion islamique interdit la consommation de la viande de porc. Vous n'êtes pas au courant du verset coranique qui dit :

« يَا أَيُّهَا النَّاسُ كُلُوا مِمَّا فِي الْأَرْضِ حَلَالًا طَيِّبًا وَلَا تَتَّبِعُوا خُطُوَاتِ الشَّيْطَانِ إِنَّهُ لَكُمْ عَدُوٌّ مُبِينٌ »

« O hommes ! Mangez, de ce qui est sur terre, ce qui est licite et bon, ne suivez pas les traces de Satan ! Il est pour vous un ennemi déclaré. »¹⁵

Ou le verset suivant :

« إِنَّمَا حَرَّمَ عَلَيْكُمُ الْمَيْتَةَ وَالدَّمَ وَلَحْمَ الْخَنزِيرِ وَمَا أُهْلَ بِهِ »

« Il ne vous interdit que la chair d'une bête morte, le sang, la viande de porc et celle de toute bête sur laquelle on aura invoqué un nom autre que celui de Dieu. »¹⁶

Peu soucieux des dires, les ouvriers répondent qu'ils n'ont pas les moyens d'acheter de la viande bovine.

La mauvaise alimentation des Algériens est devenue la cause principale de plusieurs maladies. Selon une étude réalisée par l'Institut national de la santé publique, 26 % des cas de mortalité sont dus à des maladies cardiovasculaires, causées en majorité par des habitudes alimentaires inadéquates. Par ailleurs, la même source indique que 20% des plus de 35 ans sont obèses, 56% sont en surpoids et 25% de la tranche 5-70 ans sont hypertendus, en raison principalement du dérèglement alimentaire.¹⁷

La crise économique de 2008 peut expliquer une bonne partie des difficultés économiques de l'Algérie. La situation défavorable dans les pays occidentaux a engendré la baisse du tourisme, la réduction des transferts de revenus par les expatriés, la baisse des investissements directs à l'étranger mais aussi celle de l'aide de la part des pays développés.

Cette situation économique et sociale a nourrit des frustrations, qui s'accumulent de manière considérable. Fin 2010 et début 2011, l'Algérie connaît une hausse des prix alimentaires sans précédent. Le cours du sucre, par exemple, est 4 fois plus cher à la fin des années 2010 qu'en 1990. Le cours des céréales a atteint son plus haut niveau historique début 2012, un cours deux fois plus cher qu'en 2002. Plusieurs familles se trouvent dans des situations critiques. Cette situation économique chaotique a aussi pour effet de rendre plus difficile l'accès à un logement digne pour des familles en grande précarité.

Cette hausse des prix des matières premières, notamment la farine et autres aliments de base, a provoqué des contestations le 3 janvier 2011. Elles prennent la forme d'émeutes et de manifestations de masse, et se poursuivent dans le cadre du printemps arabe. Elles sont vite réprimées par les autorités. Mais le mouvement de protestation prend petit à petit un autre visage : la protestation sociale. Dès le 17 février 2011, les tribunaux sont handicapés suite à la grève des greffiers auxquels se joignent les enseignants, les médecins et d'autres secteurs. Suite à ces mouvements de protestation qui secouent le monde arabe, et afin d'éviter le scénario tunisien, égyptien et libyen, le gouvernement algérien prend des mesures socio-

économiques : financement d'aides sociales (coût estimé à 20 milliards de dinars) ; baisse des taxes sur les produits alimentaires ; plan de construction de logements et d'autoroutes (coût estimé à 112 milliards d'euros) ; fin du contrôle des marchands ambulants ; levée de l'état d'urgence (en vigueur depuis 1992) ...¹⁸

Si l'Etat algérien a sa part de responsabilité dans cette situation alarmante, la population algérienne a également la sienne : elle gaspille. En effet, le nombre de baguettes de pain jetées par jour durant le mois de Ramadhan est conséquent, et coûte une somme faramineuse à l'Etat.

Ces dernières années, nous assistons à la libération du secteur agricole où les prix des produits intermédiaires ont connu une hausse considérable qui s'est répercutée sur les rendements. Les fruits et légumes sont complètement traités par les produits chimiques, qui ont aussi leur impact négatif sur la santé des consommateurs. Par ailleurs, la restauration rapide « Fast Food » s'est répandue d'une manière fulgurante à travers le pays, impactant sur les habitudes alimentaires¹⁹. Mais il faut comprendre que ces lieux de restauration rapide sont bon marché. Et pour un individu ayant un revenu avoisinant les 15000 DA mensuels, il devient un moyen de subsistance, sachant pertinemment que la qualité des produits consommés n'est pas au rendez-vous. A ce stade, il est évident que ce type d'alimentation au quotidien ne peut être que source de danger d'un point de vue sanitaire.

Par ailleurs, nous nous orientons malheureusement vers une nourriture plus riche en graisse animale et en sucre. Le Dr Baghli²⁰ lors des 28^e journées internationales de nutrition et de médecine en janvier 2017 a appelé solennellement les Algériens à renouer avec l'alimentation traditionnelle afin de prévenir les maladies chroniques²¹, en encourageant les nutritionnistes à présenter des recommandations à la population afin de consommer de l'huile d'olive, de la farine complète, du miel, des légumes, des oléagineux et de s'éloigner des additifs alimentaires, colorants, conserves...et de leurs conséquences dramatiques sur la santé. Cette malnutrition, d'après une étude très récente, a eu un impact très négatif sur la fertilité des jeunes. Nous comptons aujourd'hui en Algérie un nombre croissant de jeunes ayant recours à la fécondation in vitro.

En guise de conclusion, nous pouvons dire que l'Etat algérien a déployé des efforts considérables durant les deux dernières décennies dans le but d'améliorer la sécurité

alimentaire et nutritionnelle. Mais cette amélioration demeure encore lacunaire. Elle a reposé très souvent sur des subventions colossales représentant des seuils insupportables pour le budget de l'Etat grâce aux revenus très importants d'hydrocarbures. L'Algérie doit absolument mettre en œuvre d'autres méthodes pour développer et fructifier son économie nationale, s'orienter vers d'autres technologies et ne plus avoir les mêmes problèmes qu'aujourd'hui.

L'Etat doit faire également face à l'explosion des maladies chroniques de ses citoyens : l'Algérie compte 9 millions de personnes faisant de l'hypertension. On estime les dépenses en médicaments pour cette catégorie de patients à plus de 30 milliards de dinars. De surcroît, le nombre de diabétiques en Algérie est passé d'un million de personnes en 1993 à 3 millions en 2018, soit 10% de la population.²² Le système de sécurité sociale doit faire face à un défi titanesque, celui de pouvoir répondre à la demande de soins de l'ensemble de ces patients, et ce de manière satisfaisante lorsque l'on sait que la CNAS²³ prend en charge 80% des frais médicaux de chaque assuré, ainsi que les malades chroniques à hauteur de 100% et le versement des retraites, soit un coût total estimé à environ 80 milliards de dinars.

Le pétrole et le gaz sont deux matières vitales mais malheureusement elles ne sont pas pérennes. C'est la raison pour laquelle il faut réfléchir à d'autres alternatives. D'autant plus que les fluctuations climatiques ne sont pas toujours favorables au développement agricole de la région.

-
- ¹ MA, Université de Lille, chercheur associé au laboratoire CECILLE de l'université de Lille.
- ² Front de Libération Nationale est un parti politique algérien créé en octobre 1954.
- ³ Les accords d'Évian sont des négociations entre l'Etat français et les représentants politiques du (GPRA) pour mettre fin à la guerre d'Algérie.
- ⁴ Ahmed Ben Bella est un homme d'État algérien et premier président de la République algérienne de 1963 à 1965, né le 25 décembre 1916 à Maghénia, tout près de Tlemcen, à l'Ouest de l'Algérie et mort le 11 avril 2012 à Alger.
- ⁵ De son vrai nom Mohamed Boukharouba, né le 23 août 1932 à Ain Hassainia – Guelma – à l'Est du pays et mort le 27 décembre 1978 à Alger.
- ⁶ Né le 20 août 1926 à Ait-Yahia -Tizi-Ouzou-, et mort le 23 décembre 2015 à Lausanne – Suisse-.
- ⁷ Né le 23 juin 1919 à Chlal - M'Sila - Est de l'Algérie-, et mort assassiné le 23 juin 1992 à Annaba.
- ⁸ Né le 15 décembre 1922 à Ait-Yahia en Kabylie et mort assassiné à Francfort le 18 octobre 1970.
- ⁹ Revue de la situation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Algérie. Synthèse du 02/07/2018. P.1..
- ¹⁰ Revue de la situation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Algérie. Synthèse du 02 /07/ 2018. P. 1.
- ¹¹ Zoheir Tafer & Soraya Mokdad. « Evaluation de la faille alimentaire en Algérie par un modèle économique démographique », *Les cahiers du CREAD*, n° 105/16-2013. P. 64.
- ¹² Né le 02 mars 1937 à Oujda, est un homme d'Etat algérien depuis 1999.....
- ¹³ Fouad Irnatene « Sécurité alimentaire et nutritionnelle en Algérie : Au-delà des statistiques. », *El-Moudjahid.com*, <http://www.elmoudjahid.com/fr/actualites/125256>. Consulté le 15/ 01/ 2019.
- ¹⁴ Revue de la Situation de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle en Algérie. P. 2.
- ¹⁵ Verset 168 de la Sourate du Baqara [la Vache].
- ¹⁶ Verset 173 de la Sourate du Baqara [la Vache].
- ¹⁷ <https://www.liberte-algerie.com/dossier-economique/un-vertible-probleme-de-sante>. Mode de consommation alimentaire. Consulté le 15/01/2019. P.1
- ¹⁸ Ahmed Touil. « Essai d'estimation du rendement des dépenses publiques sociales », *Les publications de la Recherche Gouvernance & Economie Sociale*. N° 2. juin 2016. P. 8.
- ¹⁹ Non cité, «La sécurité alimentaire en Algérie demeure fragile malgré les avancées réalisées », *aps.dz*, 02 /07/2018, consulté le 10/10/2018.
- ²⁰ Président de la Société Algérienne de Nutrition et de Médecine Ortho moléculaire (SANMO).
- ²¹ [rmbuzz.com/2017/01/les-algeriens-doivent-renouer-avec.lalimentation-traditionnelle-pour-prevenir-les-maladies-chroniques/](http://rmbuzz.com/2017/01/les-algeriens-doivent-renouer-avec-lalimentation-traditionnelle-pour-prevenir-les-maladies-chroniques/) consulté le 12/10/2018.
- ²² Chiffre rapporté selon l'OMS.
- ²³ Organisme de Sécurité Sociale Algérien.